



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

26 mai 2016

L'attention des quotidiens parus aujourd'hui est essentiellement focalisée sur la suite de l'affaire du sénateur Lylison René de Rolland. En effet, suite à son appel pour une ville morte, qui a vu l'érection de plusieurs barrages dans certains quartiers de la capitale, son domicile a fait l'objet d'une perquisition par les forces de l'ordre tandis qu'un avis de recherche aurait été émis à son encontre.

Politique interne

PERQUISITION AU DOMICILE DU SÉNATEUR LYLISON

Les autorités n'ont pas tardé à réagir face à l'initiative du sénateur MAPAR Lylison René de Rolland, ayant appelé à une ville morte et par extension, à la paralysie de la capitale. Les forces de l'ordre, munis d'un mandat émanant de la procureure générale de la République, ont effectivement procédé à la perquisition du domicile du parlementaire, situé à Ambohipo. L'opération, survenue tôt dans la matinée d'hier, a été menée par 300 éléments armés dont la plupart ont été postés à la bifurcation menant au domicile du sénateur de Majunga, qui était alors absent. Les motifs de cette fouille restent cependant pour l'heure inconnus. En effet, ni la justice, ni la gendarmerie, ne daigne apporter des précisions quant à cette opération. Le procureur général de la Cour d'appel d'Antananarivo, Jacques Randrianasolo, questionné par les journalistes en marge d'un point de presse, a d'ailleurs invoqué « le secret de l'information », l'enquête étant pour le moment en cours. Certaines indiscretions laissent toutefois entendre que le parlementaire serait soupçonné de détention illégale d'armes et de fomenter un Coup d'Etat. Néanmoins, la fouille de son domicile ne conforte pas réellement cette hypothèse. Apparemment, il n'y a été découvert, ni armes, ni matériels compromettants. Seuls trois talkies walkies ont été saisis. De son côté, l'avocat du parlementaire MAPAR, maître Sylvestre Razafimahefa, a expliqué que l'opération s'est déroulée dans le calme et il n'y a eu aucune violence, ni incident bien que la famille du sénateur s'est dite surprise. (L'Express de Madagascar p.3 ; Midi Madagasikara p. ; Madagascar-Laza p. 2 ; Les Nouvelles p.5 ; Tia Tanindrazana p.3) D'autre part, le sénateur Lylison René de Rolland serait également frappé d'une mesure d'interdiction de sortie du territoire (IST), manifestée par la décision n° 104 MID/SG/DGATDIE/SCE, en date du 24 mai 2016 et prise par le Premier ministre et non moins ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Olivier Solonandrasana Mahafaly. Cette décision imposerait également une interdiction à quitter la capitale. (Midi Madagasikara p.13) Concernant l'hypothèse de la levée de l'immunité parlementaire, le Président de la Chambre Haute, Honoré Rakotomanana affirme n'avoir encore reçu aucune demande s'y rapportant. Quoi qu'il en soit, le numéro un du Sénat a rappelé que malgré les prérogatives dont dispose le parlementaire, celui-ci ne peut nullement se prévaloir d'être au-dessus de la loi. Il peut donc être poursuivi et mis en examen. En revanche, ces dispositions ne peuvent être appliquées sans l'aval express du Bureau permanent, sauf en cas de flagrant délit. (Madagascar-Laza p.2) Par ailleurs, pour ce qui est des rumeurs faisant état de l'implication de Mamy Ravatomanga, propriétaire du groupe SODIAT, dans un complot de Coup d'Etat et l'existence d'un mandat d'arrêt contre sa

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



personne, la procureure de la République, Odette Balsama Razafimelisoa s'est prononcée hier devant la presse pour démentir l'information. (**La Vérité p.3 ; Madagascar Matin p.3 ; L'Observateur p.2; Tia Tanindrazana p.2**)

- Selon **Tia Tanindrazana**, au vue de la gravité des actes qui lui sont reprochés, le sénateur Lylison ne connaîtra pas de répit. De son avis, les tenants du pouvoir ne lâcheront effectivement pas aussi facilement l'affaire face à la menace d'un Coup d'Etat. (**p.3**)
- **L'Observateur** s'indigne du nombre « exorbitant » d'éléments des forces de l'ordre venus opérer la fouille du domicile du parlementaire. Selon le journal, le voisinage n'en revenait pas d'une telle disposition alors que les bandits règnent en maître en plein jour sans que les hommes en armes ne daignent agir avec une telle célérité pour défendre la population. Le quotidien met également en exergue le caractère illégal de la mesure prise par le Premier Ministre qui a émis une Interdiction de Sortie du Territoire à l'encontre du parlementaire. Il explique effectivement que l'IST, bien qu'étant une mesure administrative, n'est recevable que si elle a été demandée par l'instance judiciaire. De ce fait, le Chef du Gouvernement semble vouloir se substituer au Procureur. Cela n'est pas étonnant, selon toujours le quotidien, étant donné que la nomination même du Premier ministre est illégale (**p.2**)
- Selon les indiscretions rapportées par **Midi Madagasikara**, l'éventuelle arrestation du sénateur, qui est également un haut gradé au sein de la gendarmerie, risque de provoquer la division au sein des Forces armées. Le quotidien informe d'ailleurs que des officiers issus de la même promotion que Lylison René de Rolland à l'Académie militaire d'Antsirabe auraient tenu une réunion hier. Ces derniers envisageraient de défendre leur frère d'armes en cas d'arrestation. (**p. 13**)
- **L'Express de Madagascar**, relayant les propos du Président de la Chambre Haute, estime que l'institution, avec la majorité acquise au pouvoir, ne s'opposera à une demande de levée d'immunité à l'endroit du parlementaire « réfractaire ». Le Président du Sénat s'est en effet dit opposé à toute forme d'impunité d'autant plus que les propos sensibles ont été proférés en dehors du palais. (**p.3**)
- Le sénateur du groupement MAPAR, Jean Michel Henri, s'est indigné des mesures prises par les autorités à l'encontre de son confrère. Selon lui, la perquisition du domicile de Lylison René de Rolland est illégale car elle porte atteinte à la liberté d'expression, en particulier pour un sénateur. De son côté, la sénatrice Olga Ramalason, estime que les dirigeants se doivent d'être à l'écoute de population afin de palier à de telles situations. (**Les Nouvelles p.2**)
- Le ministre auprès de la Présidence en charge de l'Agriculture et de l'Elevage, Rivo Rakotovoao n'a pas manqué de condamner les appels à la désobéissance civile et les actions de déstabilisation initiés dernièrement. De son avis, les sénateurs devraient s'abstenir d'agir de la sorte, le recours au dialogue et aux débats au sein du Sénat étant amplement suffisants pour régler les problèmes. Le quotidien rapporte également le témoignage des membres de la famille du sénateur, à propos du déroulement de l'opération de perquisition et du lieu où il se trouve. Ainsi sa fille a déclaré qu'une fouille minutieuse a été entreprise par les 6 agents des forces de l'ordre, jusqu'au moindre recoin tandis que son épouse, s'est dite étonnée de son

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



apparition médiatique le lundi alors qu'il avait quitté le domicile familial le weekend dernier, au motif d'une tournée en province. Ses proches ignorent par conséquent où il se trouve actuellement et ce, depuis 5 jours. (Madagascar-Laza p.3)

- De l'opinion de **La Vérité**, quelles que soient les explications apportées par le régime, Hery Rajaonarimampianina a voulu marquer le coup en procédant à cette perquisition. Le quotidien porte par ailleurs l'attention sur le cas d'un journaliste qui s'est vu dépouiller de son téléphone par les forces de l'ordre alors qu'il était en train de procéder à une couverture en direct de l'évènement. Le journal regrette que l'opération ait démontré une fois de plus la difficulté rencontrée par les journalistes en pareilles circonstances. En tant qu'organe de presse du groupe Sodiat, le quotidien n'a pas manqué de commenter l'éventuelle implication de son patron dans cette affaire. Il soutient ainsi qu'il s'agit d'une opération de communication des autorités dans le but de détourner l'attention de la population des foyers de tensions qui sévissent actuellement partout dans le pays (p.2-3)
- **Madagascar Matin** revient également sur les rumeurs faisant état de l'existence d'un mandat d'arrêt contre le Directeur général du groupe Sodiat, Mamy Ravatomanga. Malgré le démenti fait par la procureure de la République, hier lors d'une conférence de presse, le journal s'étonne que les attaques médiatiques à l'encontre de cette personnalité coïncident « bizarrement » avec le deadline du 08 juillet, imposé par la CITES aux autorités malgaches pour prendre des mesures contre le trafic de bois de rose (p.3)

ILES EPARSEES : LES MOUVEMENTS POUR LA RETROCESSION REFONT SURFACE

L'Association Nosy Malagasy (ANM) a appelé la diaspora malgache du monde entier ainsi que ses sympathisants à rejoindre son mouvement pour la revendication des îles Eparses. Les membres de cette organisation déplorent le non-respect des Droits de l'Homme, en l'occurrence le droit à l'information prévu par la Charte éponyme et repris dans l'article 11 de la Constitution. Conformément aux dispositions de la loi fondamentale, l'Exécutif est en effet dans le devoir d'informer son peuple. Force est cependant de constater que la quasi-totalité des Malgaches ignore l'existence de ces îles qui regorgent pourtant de richesses, lui revenant ainsi de droit. Aussi, face à la situation économique et politique désastreuse qui prévaut à Madagascar, les Malgaches doivent rassembler leurs efforts, soutiennent les leaders de l'ANM. (Midi Madagasikara p.15 ; Madagascar- Laza p.2 ; L'Observateur p.4)

Economie et société

ASSEMBLEE GENERALE DU SYNDICAT DES FONCTIONNAIRES : LE F3M APPELLE A LA MISE EN PLACE D'UNE GRILLE INDICIAIRE

La plateforme des syndicats des fonctionnaires ou F3M a annoncé, au cours d'une rencontre avec la presse qui s'est tenue hier à Ambohijanahary Ouest, la tenue de son Assemblée générale ce samedi au Tranompokonolona Analakely. Ce fut également l'occasion pour les membres du groupement de solliciter l'adhésion de leurs confrères à leur revendication qui porte notamment sur la mise en place d'une grille indiciaire alignée et consolidée par la sortie officielle d'un texte s'y rapportant. A en juger les propos tenus par le président du

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



F3M, une stratégie sera mise en place lors de l'Assemblée Générale afin de mener à bien les manifestations en faveur des agents de l'Etat. En outre, il a tenu à souligner que les démarches administratives en vue de l'AG ont déjà été engagées. En effet, ils sont actuellement dans l'attente d'une réponse pour la demande d'autorisation déposée auprès de la Commune Urbaine d'Antananarivo. Le Secrétaire général de la plateforme, Tsiaraofana Andriakinana, a pour sa part souligné le caractère apolitique de ce regroupement qui, selon lui, se déroulera dans le respect du droit syndical. Il a ainsi lancé un appel aux politiciens à ne pas « saboter » l'événement avant d'insister sur le fait que les revendications ne cesseront pas avant d'avoir eu gain de cause. (Madagascar-Laza p.8 ; La Vérité p.3)

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : NANCY LANGSTON RENCONTRE LES JOURNALISTES

Nancy Langston, experte américaine dans le secteur de la lutte contre la corruption et non moins ancien procureur au sein du ministère de la Justice des Etats-Unis a rencontré hier une équipe de journalistes, à l'occasion d'un petit déjeuner de presse. La rencontre, qui s'est tenue au Centre Culturel Américain de Tanjombato, portait sur l'importance de la mise en application des lois et des textes qui existent. Nancy Langston a d'ailleurs souligné l'exhaustivité et la qualité de l'arsenal juridique de Madagascar en termes de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent sans oublier de mettre en avant le haut niveau de connaissance des acteurs malgaches en la matière. De ce fait, elle a exhorté les parties prenantes à faire montre de droiture afin de parvenir au succès de la lutte. Le rôle des médias et de la société civile a également été soulevé. De l'avis de cette experte, ces deux entités constituent une source importante dans la détection des cas de corruption ou de blanchiment de capitaux. Enfin, Nancy Langston a souligné l'importance de la persévérance et de l'audace de toutes les entités concernées en vue de la mise en effectivité de la lutte contre ces fléaux qui affectent bon nombre de pays dans le monde. (Madagascar Laza p.3)

ALLIANCE VOAHARY GASY : NDRANTO RAZAKAMANARINA CONVOQUE PAR LA GENDARMERIE

Le Président du Conseil d'Administration de l'Alliance Voahary Gasy (AVG), Ndranto Razakamanarina a reçu lundi dernier une lettre de convocation de la Gendarmerie. Selon l'intéressé, les motifs de cette convocation ne lui ont été dévoilés que hier, lors de son audition pour enquête. Il serait question d'une plainte pour diffamation suite à la conférence de presse tenue au mois de janvier dernier par son organisation. En effet, son ancien collaborateur, Andry Andriamanga, ayant mal pris les propos tenus lors de cet événement, serait à l'origine de cette plainte. Nombreuses sociétés civiles et membres du mouvement Rohy se sont mobilisés pour soutenir le PCA de l'AVG, lors de sa comparution au camp de la Gendarmerie de Betongolo. Par ailleurs, Ndranto Razakamanarina a tenu à préciser que sa convocation n'avait aucun rapport avec les affaires de trafic de bois de roses qu'il n'a eu cesse de dénoncer. Quoiqu'il en soit, il a pu rejoindre son domicile en attendant que l'affaire soit déférée au parquet. (Midi Madagasikara p.3 ; Madagascar-Laza p.3 ; Tia Tanindrazana p.2)

- *Contrairement aux déclarations faites par Ndranto Razakamanarina, L'Observateur rapporte que l'audition ferait suite à une affaire de bois de rose dénoncée par AVG et qui impliquerait une personnalité proche du pouvoir. En relayant les propos tenus par*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



certains membres de la société civile, le quotidien souligne que cette convocation s'apparente à une manœuvre d'intimidation visant à faire taire tous ceux qui osent dénoncer les magouilles et la dilapidation des ressources naturelles. (p.5)

Un peu d'humour



La Vérité p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

